



Un pavillon français fort et audacieux au service de notre souveraineté maritime européenne

Jean-Yves Le Drian

Ancien ministre

Cet article est la retranscription du discours prononcé le 4 avril 2023 par monsieur Jean-Yves Le Drian lors de l'Assemblée générale annuelle d'Armateurs de France.

Mesdames et Messieurs,
C'est en qualité de « grand témoin » que vous m'avez demandé de dire quelques mots ce soir. J'y vois un témoignage de votre confiance, qui m'honore, ainsi qu'une marque de reconnaissance pour le militant de la mer, que j'ai toujours été, parfois contre vents et marées – vous allez le voir.

Au tournant des années 1990, quand je suis devenu Secrétaire d'État à la Mer, les Européens s'apprêtaient enfin à se retrouver eux-mêmes, après des décennies de séparation et de division. Les regards avaient donc naturellement tendance à s'orienter vers la profondeur de notre continent, et c'est bien compréhensible.

Mais, alors que nous prenions le temps de ces retrouvailles tant attendues, notre planète bleue, elle, continuait de tourner. Elle tournait au rythme des navires, de plus en plus nombreux, qui accéléraient la conteneurisation des échanges commerciaux. Elle tournait au rythme des spectaculaires évolutions qui modernisaient les grands ports mondiaux. Elle tournait au rythme des États, de plus en plus nombreux là aussi, qui ratifiaient la *Convention des*

Un pavillon français fort et audacieux

Nations-unies sur le droit de la mer, adoptée en 1982 à Montego Bay. Bref, un vent nouveau soufflait sur les mers et les océans !

Mais, pour tout dire, je crains que nous n'ayons alors pas tout à fait été à la hauteur de ce rendez-vous historique.

Bien sûr, nous étions quelques-uns, en Europe et singulièrement en France, à comprendre qu'un nouveau grand siècle maritime se profilait. Pour certains, la mer appartenait toutefois clairement au passé : à leurs yeux, elle ne renvoyait qu'à une industrie déclinante, dont il fallait accompagner les derniers soubresauts – j'exagère à peine ! –, en tentant de sauver l'essentiel de ce qui pouvait l'être d'un naufrage annoncé. Naufrage d'autant plus probable, du reste, qu'on s'employait à le présenter comme une fatalité... Pour d'autres, la mer n'était tout simplement plus notre affaire : elle apparaissait comme *un ailleurs*, désormais étranger à une Europe rappelée à ses destinées terriennes. Un ailleurs dont nous pouvions très bien laisser à d'autres puissances le soin de s'occuper, ou du moins le pensait-on...

Ne me retrouvant évidemment pas dans un tel renoncement, je me suis pour ma part efforcé non seulement de préserver les atouts historiques qui étaient les nôtres, mais aussi de conduire les transformations dont nous avions besoin, pour nous préparer à prendre la vague qui s'approchait.

Quand on m'a de nouveau appelé au gouvernement, vingt ans plus tard, à deux postes pour lesquels il est plutôt indiqué de savoir regarder vers le large, la centralité du fait maritime dans les bouleversements stratégiques, économiques et environnementaux de notre monde était devenue évidente. C'est que nous vivions un retour du maritime. Pour le meilleur – vos succès en témoignent –, comme pour le pire, si l'on en juge par les funestes perspectives d'affrontement naval que la brutalisation de la haute mer et les jeux de puissances qui s'y déploient semblent annoncer.

Ce retour du maritime est tel que, partout sur la planète, nos pays tout entiers tendent de plus en plus à s'organiser comme un vaste rivage de l'océan mondial, comme si nous étions – tous autant que nous sommes – pris dans un mouvement de littoralisation généralisé. Ce mouvement affecte nos économies et nos sociétés dans leur ensemble. Nos échanges numériques n'y échappent du reste évidemment pas, puisqu'ils dépendent pour leur immense majorité des câbles sous-marins que vos entreprises ont la délicate mission de poser, d'entretenir et de surveiller.

Il est donc clair que le XXI^e siècle sera maritime, comme le Président de la République l'a dit avec beaucoup de force aux *Assises de la mer* de Montpellier.



Je crains pourtant que nous ne nous trouvions de nouveau exposés au risque d'un nouveau rendez-vous manqué avec la part maritime de notre destin, confrontés que nous sommes aujourd'hui à une nouvelle rupture dans notre histoire européenne – la guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Europe au cœur même de notre continent.

Si cette guerre appelle à l'évidence une recontinalisation de notre agenda européen, dans la mesure où, notre principal défi sécuritaire se situe désormais sur notre propre sol, le moment de bascule historique, que nous sommes en train de vivre, appelle également une remaritimation de cet agenda européen. Pourquoi ? D'abord, parce qu'une part croissante de nos approvisionnements énergétiques va dépendre de flux maritimes qu'il sera donc encore plus crucial de savoir sécuriser, en lien avec nos partenaires stratégiques. D'autre part, parce que la nouvelle donne internationale ne se joue pas seulement dans cette guerre qui paraît devoir nous ramener vers nos préoccupations continentales du XX^e siècle, mais aussi dans les rivalités et tensions qui sont aujourd'hui à l'œuvre dans l'Indopacifique.

C'est, en vérité, au confluent de ces deux bouleversements que se dessine actuellement le défi géopolitique qui sera le nôtre pour les mois et les années à venir. Nous ne saurions y faire face sans travailler résolument, tout en tirant les conséquences immédiates de la guerre sur notre continent, à nous donner les moyens, en Européens, de peser davantage dans ce vaste espace océanique qu'est l'Indopacifique.

Parce que notre pays a toujours porté en lui une tension que vous connaissez bien entre ancrage continental et ouverture maritime, il a de toute évidence un rôle à jouer dans ce moment très particulier : rappeler à l'ensemble des Européens que notre souveraineté se joue aussi, et de plus en plus, sur les mers et les océans.

Ce rôle, je suis fier de pouvoir dire que nous l'assumons. La nouvelle loi de programmation militaire, récemment présentée au Conseil des Ministres, prévoit la construction d'un nouveau porte-avions et la consolidation des « forces de souveraineté » stationnées dans nos Outre-mer. Le premier *One Ocean Summit*, que nous avons organisé à Brest en février 2022, a contribué à initier une dynamique européenne et internationale en faveur d'un « acte III » du multilatéralisme de la mer, après Genève et Montego Bay. La conclusion, il y a peu, d'un accord historique pour protéger la haute-mer et sa biodiversité marine est la preuve que cet effort porte ses fruits. Et nous allons continuer sur cette voie, jusqu'à la *Conférence Océan des Nations-unies*, que nous organiserons à Nice en juillet 2025.

Mais, nous avons aussi absolument besoin d'un pavillon français fort et audacieux pour rester crédibles sur ces sujets. C'est ainsi que nous pourrons

Un pavillon français fort et audacieux

montrer la voie en matière de décarbonation du transport maritime et de transition énergétique. C'est ainsi que nous pourrions défendre et améliorer notre modèle social maritime et offrir de nouvelles perspectives à nos jeunes, avec nos lycées professionnels maritimes et l'Ecole nationale supérieure maritime. Et c'est ainsi que nous pourrions pousser nos industriels à innover.

Depuis 2016, la loi reconnaît le caractère stratégique de notre flotte marchande. Je crois qu'il est encore plus important de le souligner aujourd'hui. Les savoir-faire d'excellence dont vous êtes dépositaires – dans le *shipping*, le transport de passagers et les services maritimes – constituent indéniablement un atout d'ordre économique. Ils sont aussi – j'en suis très profondément convaincu – un pilier de notre souveraineté française et européenne, c'est-à-dire un atout d'ordre géostratégique.

Dans cette nouvelle donne internationale, qui est en train de se mettre en place, nous ne saurions rester maîtres de notre destin et développer notre capacité d'influence sans jouer à fond notre carte maritime. Voilà – mes chers amis – le message que je tenais à vous adresser ce soir.

Je vous remercie.

Institut Français de la Mer

47, rue de Monceau - 75008 Paris

Tél.: 01 53 89 52 08 - association.assifm@sfr.fr

Rejoindre et soutenir l'IFM



Promouvoir sans relâche les activités maritimes, réunir tous les responsables maritimes, faire entendre et respecter la voix de tous ceux pour qui la mer est une priorité, tels sont les objectifs majeurs de l'Institut Français de la Mer, le « Parti de la Mer ».